

Les écoles et les hôpitaux dans la rue à Budapest

Hongrie L'Enseignement et la Santé ont fait les frais des politiques de Viktor Orbán.

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Ce soir, chaque famille hongroise a une bonne raison d'ouvrir une bonne bouteille de vin rouge et de porter un toast à la santé du pays, car hier, nous avons réussi à régler une vieille dette." Ainsi se réjouissait le Premier ministre Viktor Orbán la semaine dernière, en soldant pour de bon les vingt milliards d'euros que ses adversaires socialistes avaient contracté auprès de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour faire face à la crise financière en 2008.

Un système de santé en ruine

Mais la santé du pays justement, ou plutôt celle de sa population, elle n'est pas bonne. Population vieillie, espérance de vie plus faible et mortalité par cancer plus élevée que les moyennes européennes... Seuls 56% des adultes se considèrent en bonne santé, contre 74% en Belgique, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Et la dépense publique décroche. D'après l'OCDE toujours, la Hongrie dépense seulement 1 525 euros par habitant et par an, contre 3 770 euros en Belgique. Beaucoup d'hôpitaux tombent en ruines, les conditions de travail sont difficiles pour le personnel médical qui est sous-payé et s'expatrie de plus en plus.

Un collectif de médecins dénonce des "conditions d'hygiène intolérables", le manque de matériel stérilisateur, de gants, de produits désinfectants... Les infections nosocomiales tueraient plus

que les accidents de la circulation, à tel point que l'autorité de la Santé publique refuse de publier les données. A force de faits divers sordides, la presse s'alarme: quelque chose ne tourne pas rond au pays de Semmelweis. Cet obstétricien connu en Hongrie comme "le sauveur des femmes" avait montré dès le milieu du XIX^e siècle l'importance du lavage des mains pour lutter contre les infections à l'hôpital.

Face à la psychose, une jeune députée a décidé d'aller y voir par elle-même. Tímea Szabó, du parti de gauche "Dialogue pour la Hongrie" (PM), s'est ainsi fait embaucher pour un mois comme aide-soignante, incognito. "La situation réelle, c'est l'enfer sur terre", écrivait-elle sur son blog au premier soir, décrivant le dénuement total, le manque de serviettes, de papier hygiénique, et les infirmières contraintes de rationner les gants en latex.

"Combien de temps allez-vous encore supporter d'occuper trois ou quatre postes pour le salaire minimum? Jusqu'à commettre une erreur médicale fatale?", s'insurge Mária Sándor, la passionaria de la Santé, qui s'échine depuis des mois à convertir le désarroi de ses collègues en mouvement social. Celle que tout le monde appelle "l'infirmière en noir" se démène pour que les travailleurs de la santé se joignent à un mouvement enseignant qui ébranle l'éducation nationale, l'autre parent pauvre du secteur public.

Les écoles se rebiffent

Des centaines d'établissements scolaires ont emboîté le pas d'un lycée de Miskolc, la quatrième ville du pays, qui a osé attaquer dans une lettre ouverte le système éducatif façonné par les chrétiens-conservateurs du Fidesz. Depuis le mois de février, ils protestent contre leurs salaires indigents, le manque de

moyens et les programmes scolaires rétrogrades. Les enseignants ont réussi le coup de force de rassembler vingt mille personnes le 15 mars, jour d'une des trois fêtes nationales hongroises, au moment même où le Premier ministre Viktor Orbán qualifiait dans un discours ses opposants de "parasites", entre deux diatribes contre ses cibles favorites: les migrants et l'Union européenne.

Le mouvement enseignant a aussi sa figure de proue, en la personne d'István Pukli, jeune directeur d'un lycée de Budapest, qui s'affiche volontiers sur les réseaux sociaux avec Mária Sándor. Leur mot d'ordre est le même: "N'ayez pas peur!" Car il n'est pas facile de mobiliser quand les syndicats sont faibles ou absents, quand les salaires permettent à peine de maintenir la tête hors de l'eau et qu'une peur diffuse du pouvoir s'est instillée.

Mais à force de manifestations, de flash mobs et d'actions de désobéissance civile, ils ont réussi à créer un rapport de force et marqué des points contre le gouvernement qui leur a concédé la dissolution du "KLIK", l'administration ultracentralisée et chaotique, à la source de l'exaspération des profs.

Enseignants et personnels de santé ont débrayé ensemble lors d'une grève flash de deux heures ce vendredi matin, avant une grève de plus grande ampleur mercredi prochain.

Et voilà la gauche laminée qui se prend à rêver d'un vaste mouvement social, celui que Viktor Orbán - élu en promettant la fin de la thérapie de choc austéritaire mise en place par la gauche après la crise de 2008 - a toujours réussi à déminer à ce jour...

"La situation réelle, c'est l'enfer sur terre."

TÍMEA SZABÓ

Cette jeune députée, du parti de gauche "Dialogue pour la Hongrie" a travaillé incognito comme aide-soignante dans un hôpital pendant un mois. Une immersion qui lui a permis de mesurer le délabrement du système de santé de son pays et dont elle a livré le récit sur son blog.